



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché de travaux

Objet du marché

Base Navale de Brest

Carénage du bateau porte n°3 : Travaux



TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES | 5 |
| 1.1. Objet et localisation des travaux | 5 |
| 1.2. Intervenants à l'opération | 5 |
| 1.3. Allotissement..... | 6 |
| 1.4. Tranches optionnelles..... | 6 |
| ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES..... | 7 |
| 2.1. Pièces particulières : | 7 |
| 2.2. Pièces générales | 7 |
| 2.3. Mémoire technique..... | 7 |
| 2.4. Conformité des documents contractuels : | 7 |
| ARTICLE 3. MODALITES DE COMMUNICATION | 9 |
| 3.1. Forme de communication..... | 9 |
| 3.2. Ordres de service | 9 |
| ARTICLE 4. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES..... | 10 |
| 4.1. Avance | 10 |
| 4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des prestations..... | 11 |
| 4.3. Variation des prix..... | 13 |
| 4.4. Application de la TVA | 14 |
| 4.5. Paiement et règlement des comptes..... | 15 |
| 4.6. Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire | 18 |
| ARTICLE 5. DELAIS..... | 20 |
| 5.1. Délais d'exécution des travaux..... | 20 |
| 5.2. Délai de remise des documents fournis après exécution..... | 20 |
| ARTICLE 6. REALISATION DES PRESTATIONS | 22 |
| 6.1. Obligations du titulaire | 22 |
| 6.2. Implantation des ouvrages | 23 |
| 6.3. Préparation, exécution et coordination des travaux | 23 |
| ARTICLE 7. RECEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES..... | 31 |
| 7.1. Réception | 31 |
| 7.2. Prise de possession avant l'achèvement des travaux | 31 |
| 7.3. Mise à disposition temporaire..... | 31 |
| 7.4. Repliement des installations de chantier et remise en état..... | 31 |
| 7.5. Garantie de Parfait Achèvement..... | 31 |
| 7.6. Garantie de Bon Fonctionnement..... | 32 |
| 7.7. Garanties particulières..... | 33 |
| 7.8. Mesures conservatoires | 33 |
| 7.9. Assurances..... | 33 |



| | | |
|--------------------|---|-----------|
| 7.10. | Responsabilité et assurances | 34 |
| 7.11. | Responsabilité..... | 35 |
| ARTICLE 8. | PENALITES ET RETENUES | 36 |
| 8.1. | Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux | 36 |
| 8.2. | Autres pénalités et retenues | 36 |
| 8.3. | Cumul et plafonnement | 38 |
| ARTICLE 9. | CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE | 39 |
| 9.1. | Protection des documents « diffusion restreinte » | 39 |
| 9.2. | Protection de l'activité en zones militaires | 39 |
| 9.3. | Protection des données à caractère personnel | 41 |
| ARTICLE 10. | PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL | 43 |
| ARTICLE 11. | CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES | 44 |
| 11.1. | Insertion par l'activité économique..... | 44 |
| 11.2. | Clauses environnementales..... | 45 |
| ARTICLE 12. | COORDINATION DES ACTIVITES SUR SITE..... | 47 |
| ARTICLE 13. | PROPRIETE INTELLECTUELLE..... | 47 |
| ARTICLE 14. | DIFFERENDS ET LITIGES..... | 47 |
| 14.1. | Décompte général refusé ou avec réserves..... | 47 |
| 14.2. | Mémoire en réclamation | 47 |
| 14.3. | Droit applicable | 48 |
| 14.4. | Mission ministérielle PME/PMI | 48 |
| ARTICLE 15. | DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « E-ATTESTATION » | 49 |
| 15.1. | Présentation du dispositif « e-Attestations » | 49 |
| 15.2. | Document à produire..... | 49 |
| ARTICLE 16. | RESILIATION DU MARCHE | 51 |
| ARTICLE 17. | DEROGATIONS AUX CCAG TRAVAUX..... | 52 |



8077 – Base Navale de Brest – Carénage du bateau porte n°3 : Travaux

Annexes

| N° d'annexe | Intitulé de l'annexe |
|-------------|---|
| 1 | Modèles types formulaires DC4 Rang 1 |
| 2 | Modèles types formulaires DC4 Rang 2 |
| 3 | Règlement d'emprise de la Base Navale de Brest |
| 4 | Bordereaux de suivi de déchets |
| 5 | Registre des déchets |
| 6 | Fiche de stage clause sociale du militaire blessé |



ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent un marché de travaux passé pour le carénage du bateau porte n°3 de la Base Navale de Brest.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Intervenants à l'opération

1.2.1. Représentation du maître d'ouvrage

Le directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructures de la Défense de Brest est maître d'ouvrage au titre de l'exécution du présent marché.

Le directeur de l'ESID de Brest a désigné, par la décision n°511886 du 4 juillet 2022, le directeur des opérations de l'ESID de Brest, comme personne physique recevant toute délégation pour la passation et l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, il désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur sont accordées.

1.2.2. Conducteur d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

Etablissement du Service d'infrastructure de la défense de Brest
Division Maritime Portuaire et Industrielle
Bureau MCO INDUS
CC16 – 29240 BREST CEDEX 9

La mission du conducteur d'opération est d'assurer le suivi calendaire, financier et administratif de l'opération.

1.2.3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée en interne par :

Etablissement du Service d'infrastructure de la défense de Brest
Division Maritime Portuaire et Industrielle
Pôle MCO Equipements Portuaires et Industriels
CC16 – 29240 BREST CEDEX 9

D'une manière générale, le MOE a pour mission :

- De veiller au respect du cahier des charges de la mission de travaux et de s'assurer de la conformité des travaux ;
- D'assurer la bonne coordination des relations entre les parties prenantes du chantier;



- D'assurer le suivi technique et calendaire du projet ;
- De suivre et gérer administrativement et financièrement le contrat de travaux.

1.2.4. Contrôle technique

L'exécution du marché n'implique pas l'intervention d'un contrôleur technique.

1.2.5. Coordination SPS

Pour l'exécution du présent marché, la personne publique sera assistée d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dont la mission, **de catégorie 2**, couvrira notamment la phase de réalisation des travaux.

Ce dernier sera nommé ultérieurement.

1.2.6. Coordination SSI

La nature des travaux faisant l'objet du marché n'implique pas l'intervention d'un coordinateur des systèmes de sécurité incendies.

1.2.7. Autres intervenants

D'autres intervenants pourront interagir au titre de l'exécution du présent marché, en particulier :

- Base Navale de Brest, représentant de l'autorité militaire territoriale locale du port militaire de Brest ;
- DSSF Brest qui est le service responsable des Installations Industrielles et Portuaires (I2P) de la Base Navale de Brest ;
- L'AMO peinture prévu à l'[article 5.1 du CCTP](#) ;
- L'inspection du Travail des Armées – Antenne de Brest

1.3. Allotissement

Sans objet.

1.4. Tranches optionnelles

Le marché n'est pas divisé en Tranches Optionnelles.



ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'[article 4.1 du CCAG Travaux](#), le marché est régi par les documents ci-après cités par ordre de priorité décroissante.

2.1. Pièces particulières :

1. L'**Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) et ses annexes.
3. Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.

2.2. Pièces générales

4. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de Travaux** approuvé par [arrêté du 30 mars 2021](#).
5. Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil lors de la notification du marché.
6. Les documents techniques unifiés dont la liste est publiée dans les e-Cahiers du CSTB, en vigueur à la date de notification du marché
7. Les différents documents techniques, normes et recommandations professionnelles citées dans le **CCTP** et ses annexes.
8. [L'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

2.3. Mémoire technique

Par dérogation à l'[article 4.1 du CCAG Travaux](#), le mémoire technique du titulaire ne sera pas contractualisé. Cependant le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique.

2.4. Conformité des documents contractuels :

L'exemplaire original des pièces susvisées dont les exemplaires originaux sont conservés dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au



titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler au maître d'ouvrage dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art (voir également les dispositions de [l'article 6.1 du présent CCAP](#)).

Si, en cours d'exécution du marché, le titulaire détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et le marché, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement le maître d'ouvrage de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3. MODALITES DE COMMUNICATION

3.1. Forme de communication

En complément de l'[article 3.1 du CCAG travaux](#), les communications d'informations sont faites dans les conditions suivantes :

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'ESID de Brest qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Par voie postale, adressés en deux exemplaires au titulaire, qui renvoie immédiatement au maître d'ouvrage l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu ;
- Soit par échanges dématérialisés. En effet, les parties peuvent décider de mettre en place un système d'échange de données informatisées en cours d'exécution du marché, sous réserve qu'il présente les mêmes garanties de traçabilité que l'écrit ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations, est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement. Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

3.2. Ordres de service

Conformément [au 3.8.1 du CCAG Travaux](#); à l'exception des décisions en terme de délais d'exécution, de durée et de montant des travaux qui sont soumises notamment aux dispositions de [l'article Erreur ! Source du renvoi introuvable. du présent CCAP](#), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les Ordres de Service à destination du titulaire.

Par dérogation au [3.8 du CCAG Travaux](#), les Ordres de Service doivent être écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre qui les adresse au titulaire.

Par dérogation à [l'article 3.8.2 du CCAG Travaux](#), dans le cas où le titulaire souhaite émettre des observations sur un ordre de service, ce dernier devra les notifier dans un délai de 15 jours au MOE avec copie au MOA dans tous les cas.



ARTICLE 4. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Avance

4.1.1. Avance au titulaire

Une avance est accordée au titulaire si le montant du marché ou de la tranche est supérieur à **250 000,00 € HT** et que la durée d'exécution du marché ou de la tranche est supérieure à trois (3) mois, sauf indication contraire de sa part dans l'Acte d'Engagement. Si le titulaire est une PME au sens de l'[article R. 2351-12 du Code de la Commande Publique](#), une avance lui est versée si le montant du marché est supérieur à **50 000,00 € HT** et que la durée d'exécution du marché est supérieure à deux (2) mois, sauf indication contraire de sa part dans l'Acte d'Engagement. A défaut de précision dans l'Acte d'Engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

Conformément au CCAG et en application de l'[article R.2391-4 du Code de la Commande Publique](#), le montant de l'avance est fixé à **30%** du montant initial TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct ou, le cas échéant, de la tranche affermée diminuée de ce même montant si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze (12) mois. Si ce délai est supérieur à douze (12) mois, l'avance est égale à **30%** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des travaux exprimé en mois.

4.1.2. Avance au sous-traitant

Les sous-traitants de premier rang bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande, dès lors que le titulaire remplit les conditions au [4.1.1 ci-avant](#) énoncées. Cette avance ne peut pas excéder **30%** du montant des prestations sous-traitées.

4.1.3. Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de trente (30) jours comptés à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions de l'[article R. 2391-7 du Code de la Commande Publique](#).

Le remboursement débute lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire atteint 50% des montants TTC et se termine lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire a atteint 80% des montants TTC.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis à l'Acte d'Engagement.

4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des prestations

4.2.1. Forme et contenu des prix

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés à prix forfaitaires et unitaires.

Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché. Il ne pourra, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions du cahier des charges pour se dégager du caractère forfaitaire des prix du marché et solliciter une rémunération supplémentaire.

Les prix sont réputés établis, **sans préjudice de l'article 9.1 du CCAG Travaux :**

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant au pièces du marché
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définies aux CCTP, et notamment les frais liés :
 - À l'encadrement ;
 - Aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc.... ;
 - À l'assistance au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre par le titulaire du présent marché au cours des instructions des dossiers transmis pour autorisations ou avis aux autorités administratives ;
 - À la reprise aux frais du titulaire des études et des prestations résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs,
 - Aux essais et qualifications ;
 - À toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liés à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
 - Au déplacement du personnel ;
 - A l'organisation, la préparation, l'ordonnancement, la planification et le suivi des prestations ;
 - Aux moyens techniques et matières consommables nécessaires pour réaliser les prestations ;
 - Aux matières, matériels et produits divers mis en œuvre pour réaliser les prestations, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
 - Aux dépenses liées à la desserte du chantier et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
 - Aux outillages y compris outillages spéciaux, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;

- À la protection des installations non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées lors de la livraison, du déchargement et des qualifications des équipements ;
- À toute remise en état d'installation dégradée lors de la réalisation des prestations et, en particulier, consécutive à l'absence ou à l'inefficacité des protections mises en place par le fournisseur lors de la livraison ;
- En identifiant des dépenses liées aux obligations de l'entreprise pour la gestion environnementale du chantier, telles que prévues au CCTP et comprenant les mesures particulières concernant le non mélange des déchets, le tri et l'évacuation des déchets conformément au CCTP. Les prestations du marché incluent les actions de réduction de la production et /ou de la dangerosité des déchets et celle de mise en filière de recyclage (et/ou autres formes de valorisation et/ou d'élimination) incluant la logistique sur chantier et vers lesdites filières, conformes à la réglementation.
- Au conditionnement, à l'emballage, aux moyens de manutention et à la manutention ;
- A l'assurance ;
- Au stockage ;
- Aux garanties ;
- Au maintien en état de propreté des zones de livraison jusqu'à la réception du marché,
- Aux coûts de transmission des documents d'études, au format papier, au maître d'œuvre, au conducteur d'opération et aux éventuels AMO,
- A la gestion et au suivi d'éventuelles sous-traitances
- En considérant comme normalement prévisibles la hauteur maximale cumulée des précipitations, la hauteur maximale des crues, le nombre de jours de vent ou de gel répondant aux critères de l'[article 5.1.2 du présent CCAP](#) , mesurées pour les précipitations et les crues, ou constaté pour le gel et le vent, pendant une durée égale au délai d'exécution des travaux hors période de préparation, à la même période dans le poste météorologique le plus proche du chantier (station de Guipavas 29) et qui ont été atteints au moins trois fois pendant les trente dernières années s'achevant le 1er jour du mois précédant la date de remise des offres
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées ;
- En tenant compte de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières jointes en annexe et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées (exploitation des bassins et/ou chantiers environnants)

- En tenant compte, le cas échéant, des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé, et particulièrement au PGC SPS.
- En tenant compte de l'indisponibilité de la grue n°44 des bassins 02 et 03 pendant le temps des travaux de carénage.

En cas de groupement conjoint, les prix du mandataire comprennent également l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre ([article 9.1.2 du CCAG Travaux](#))

Les dépenses suivantes notamment sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions [du 9.1.1 du CCAG Travaux](#) :

- Les matériels de levage et de manutention, les échafaudages et les moyens nautiques qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux,
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses travaux. (Par libre, on entend, libre d'évolution pour les engins et le personnel de chantier et libre d'accès et d'évolution pour les services de secours.)

4.2.2. **Facilités accordées au titulaire**

Des facilités pourront être accordées au titulaire dans les conditions visées ci-après.

4.2.2.1. Zone d'Installations de chantier

Se référer à l'[article 3.1 du CCTP](#).

4.2.2.2. Fluides et énergies

Le titulaire pourra, en accord avec le maître d'œuvre, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants appartenant au maître d'ouvrage :

- Électricité (dans la limite d'une puissance maximale définie au cours de la période de préparation)
- Eau

Les **frais de consommation d'eau et d'électricité** seront, hors frais de branchement et de mise en place d'un comptage, à la charge du maître d'ouvrage. Les démarches et demandes d'**autorisation de raccordement** sont à la charge du titulaire.

Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable des éventuels dysfonctionnements de ces réseaux pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prend à sa charge les mesures compensatoires qui s'imposent, en cas d'anomalies constatées dans l'alimentation en fluides et énergie et qui lui sont préjudiciables.

4.3. **Variation des prix**

4.3.1. **Mois d'établissement des prix du marché**

Par dérogation à l'[article 9.4.2 du CCAG Travaux](#), les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué en page de garde de l'Acte d'Engagement.



4.3.2. Mode de variation des prix

Les prix du marché sont révisables dans les conditions suivantes.

4.3.3. Modalités de calcul de variation des prix

4.3.3.1. Choix de l'index de référence

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant :

CPF 33.15 : Réparation et entretien de navires et bateaux (010764278 – Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes)

La valeur des index peut être consultée au Moniteur des travaux Publics ou sur le site du ministère de l'Économie et des Finances à l'adresse suivante : www.insee.fr

4.3.3.2. Formule de variation des prix

Le coefficient de révision **Cn** applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (In/Io)$$

Dans laquelle **In** et **Io** sont les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro.

La valeur finale de l'index **I** à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à compter de la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

La révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

4.3.4. Régime de variation des pénalités

Les pénalités ne sont pas révisées.

4.3.5. Variation provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4.4. Application de la TVA

La TVA figurant à l'Acte d'Engagement est citée à titre indicatif. Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.



4.5. Paiement et règlement des comptes

4.5.1. Généralités

Les comptes sont réglés mensuellement selon les dispositions de l'[article 10.2 du CCAG Travaux](#).

Le titulaire doit déposer gratuitement ses projets de décompte de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

AVERTISSEMENT : Avant premier dépôt d'un projet de décompte, il est conseillé au titulaire de prendre contact avec le service comptable de l'ESID de Brest :

Courriel : esid-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

N° de téléphone : 02.98.14.83.34 - 02.98.14.89.84 - 02.98.14.80.72

Les modalités pratiques de dépôt des projets de décompte dans CHORUS PRO sont précisées dans la « **Fiche d'Identité du Marché** », remise à la notification du marché.

4.5.2. Demandes de paiement

Les projets sont établis conformément aux modèles notifiés par ordre de service après notification du marché **avant la fin de chaque mois**.

Ils indiquent le **montant des travaux** à payer tel qu'arrêté à la fin du mois écoulé, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le marché y compris les rabais ou majorations. Il ne tient pas compte de la TVA et d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, [par dérogation à l'article 12.2 du CCAG Travaux](#), par le maître d'ouvrage.

Le solde est réglé UNIQUEMENT à la réception SANS RESERVE.

4.5.3. Etablissement des états d'acompte

Par dérogation à l'[article 12.1.8 du CCAG Travaux](#), la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

Par dérogation à l'[article 12.2.2 du CCAG Travaux](#), le maître d'ouvrage établit et adresse directement au titulaire l'état d'acompte.

4.5.4. Demande de paiement finale

Par dérogation à l'[article 12.3.2 du CCAG Travaux](#), le titulaire ne peut transmettre son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'après prononciation de la réception sans réserve, par le maître d'ouvrage ou après levée des réserves si la réception en était assortie.

Le projet de décompte général est validé électroniquement par le maître d'ouvrage via l'application OSEA et devient alors le décompte général. La validation du projet de décompte général peut être effectuée de manière électronique.

Par dérogation à l'[article 12.4.2 du CCAG Travaux](#), Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Trois (3) mois maximum après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Par dérogation à l'[article 12.4.4 du CCAG Travaux](#), seul le décompte général notifié par le maître d'ouvrage peut devenir le décompte général et définitif du marché.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'[article 55.1 du CCAG Travaux](#).

4.5.5. Délais de paiement

Le délai global de paiement des acomptes et du solde ne peut excéder trente (30) jours ([article R.2392-10 du Code de la Commande Publique](#)).

La date de départ du délai global de paiement est :

- Pour les acomptes : celle définie à l'[article Erreur ! Source du renvoi introuvable. ci-dessus](#),
- Pour le décompte général : la date de réception du décompte général et définitif.

Les [articles R. 2392-10 et R. 2392-12 de la section 2 « Délais de paiement »](#) indiquée au 1^{er} alinéa précisent les modalités d'application du délai global de paiement (déclenchement, interruption du délai de paiement, mode de calcul).

4.5.6. Rémunération sur approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

4.5.7. Paiement des groupements et des sous-traitants

4.5.7.1. Paiement des groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes de paiement, relatives au financement du marché.

La signature de la facture ou du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjoint) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement



d'entreprises solidaire) acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

4.5.7.2. Désignation du sous-traitant en cours de marché

Le titulaire du marché public peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux [articles L. 2393-1 et L. 2393-2 du Code de la Commande Publique](#).

Le maître d'ouvrage peut imposer au titulaire du marché :

- 1° De mettre en concurrence les opérateurs économiques afin de les choisir comme sous-contractants ;
- 2° De sous-contracter une partie des marchés, conformément à l'[article L. 2393-3](#) et suivant les dispositions des [articles L. 2393-4 à L. 2393-15 et R. 2393-1 à R. 2393-44 du Code de la Commande Publique](#).

Pour déclarer un sous-traitant en cours de marché, il faut, dans un premier temps, soumettre au maître d'ouvrage la liste des sociétés pressenties ainsi que le périmètre des prestations envisagées d'être sous-traitées.

Après analyse et acceptation de cette liste par le maître d'ouvrage, le titulaire transmet les DC4-rang 1, dont le modèle est fourni en [annexe n°1](#), complétés, en vue de les faire accepter et d'agréer ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur ou égal à 10 % du montant total du marché, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par le maître d'ouvrage.

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une caution bancaire obtenue par le titulaire et dont la copie est impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1.

4.5.7.3. Sous-traitance indirecte

En application des [articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux](#), et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage, le titulaire veille à ce que le sous-traitant direct respecte le formulaire DC4-rang2 joint en [annexe n°2](#) et respecte les exigences de [l'article 9 ci-après en matière de sécurité](#). Ce document est ensuite transmis au titulaire, lequel le transmet à son tour au maître d'ouvrage. Le titulaire veille contractuellement au respect de ce formalisme par son sous-traitant. Le même formalisme est systématiquement respecté quel que soit le rang de sous-traitance envisagé.

Les éventuels sous-traitants de second rang et de rang ultérieur ne peuvent se prévaloir du paiement direct.

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une caution bancaire obtenue par le titulaire. **A la remise du DC4, la copie de la**

caution bancaire devra être impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1 sous peine de rejet de la demande de sous-traitance.

4.5.7.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu à l'[article 10.8 du CCAG Travaux](#), le titulaire joint en simple exemplaire à la demande de paiement, une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un titulaire du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en simple exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

4.6. Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire

4.6.1. Prix des prestations supplémentaires ou modificatives

En complément des dispositions prévues à l'[article 13 du CCAG Travaux](#), le maître d'œuvre peut demander par Ordre de Service une proposition de prix pour des prestations supplémentaires ou modificatives avant l'Ordre de Service visé à l'[article 13.1 du CCAG Travaux](#).

En cas de demande, de la part du maître d'œuvre, d'étude ou de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'Ordre de Service lui prescrivant d'évaluer de tels ouvrages.

Dans le silence de la lettre ou de l'Ordre de Service, ce délai sera d'un (1) mois calendaire ; il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze (15) jours. Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, le maître d'œuvre lui notifiera par Ordre de Service un prix d'attente.

L'Ordre de Service de réalisation des travaux/prestations ne peut être valablement émis par le maître d'œuvre qu'après la validation formelle du maître d'ouvrage de la prestation supplémentaire ou modificative.

4.6.2. Augmentation du montant des travaux

[Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux](#), lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un Ordre de Service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. A défaut d'une telle décision de poursuivre, **les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés**. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences

| | |
|---|--|
|  | 8077 – Base Navale de Brest – Carénage du bateau porte n°3 : Travaux |
|---|--|

que celle qui sont définies par le dépassement du montant prévu par le marché. Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des [articles 14 et 15 du CCAG Travaux](#). Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision du maître d'ouvrage.

4.6.3. Retenue de garantie

Il n'est pas constitué de retenue de garantie.

ARTICLE 5. DELAIS

5.1. Délais d'exécution des travaux

5.1.1. Calendrier détaillé

Sans objet.

5.1.2. Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 18.2.3 3ème alinéa du CCAG Travaux sont considérés comme normalement prévisibles les phénomènes naturels ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées :

| Nature du phénomène naturel | Intensité et durée limite |
|-----------------------------|---|
| Neige | A partir d'un 1 cm de neige pendant 12h |
| Gel | Température sous abri : -5°C à 08h00 |
| Vent | 80km/h en rafales |
| Pluie | 10mm en 24 heures |

***Nota** : Si la nature des travaux du marché est telle que ceux-ci ne se déroulent pas au contact **direct** des intempéries **ou** qu'ils ne sont pas **susceptibles d'être interrompus** par celles-ci, ces intempéries ne pourront jamais être invoquées. Le lieu de constatation de l'intensité des phénomènes naturels sera **la station météo de Guipavas (29)**.

Par ailleurs, en application de l'article 18.2.3 1er al du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries prévisible est de neuf (9) jours.

Le titulaire dont le chantier est arrêté, totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer le plus rapidement possible le maître d'œuvre par écrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

5.2. Délai de remise des documents fournis après exécution

Le titulaire doit remettre les éléments de DOE au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et dans le respect du calendrier mis au point lors de la période de préparation.



Conformément à l'[article 40.1 du CCAG travaux](#), le titulaire remettra au maître d'œuvre, pour la partie infrastructure de l'ouvrage, un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) au plus tard le jour où la réception est demandée.

Toutefois, le dossier final doit être remis par le titulaire du marché au plus tard un (1) mois après la réception des travaux. Il comprend notamment les pièces justificatives relatives au déroulement des travaux, aux essais, épreuves, P.V., approvisionnements, ...

Il contient aussi les plans d'installations modifiées, un reportage photographique et le récapitulatif exhaustif des travaux réalisés.



ARTICLE 6. REALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Obligations du titulaire

6.1.1. Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- Signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- Solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.1.2. Obligation de résultat

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet du marché, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat pendant toute sa durée d'exécution et, en sa qualité de professionnel, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a engagé.

Le titulaire s'oblige à :

- Garantir des résultats conformes aux prestations ;
- Faire le nécessaire pour que le maître d'ouvrage et ses représentants bénéficient, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre la livraison des prestations, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché ;
- Respecter les dispositions de qualité et de sécurité conformes à l'état de l'art ;
- Effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

6.1.3. Connaissance acquise

Le titulaire a la possibilité de faire avant tout commencement des travaux, tous les états des lieux avec constats d'huissiers, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers



privés ou publics. En compléments de ces dispositions, les éventuelles conditions particulières avant tout commencement du chantier sont précisées aux CCTP.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- Des mesures mentionnées ci-avant (§ [Erreur ! Source du renvoi introuvable.](#)) ;
- Des mesures de sécurité lui incombant ;
- De l'exploitation du domaine public et des services publics ;
- De l'exécution simultanée d'autres travaux.

6.2. Implantation des ouvrages

6.2.1. Piquetage général

Sans objet.

6.2.2. Piquetage spécial

Sans objet.

6.3. Préparation, exécution et coordination des travaux

6.3.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dans les conditions spécifiées à [l'article B5 de l'Acte d'Engagement](#).

Par dérogation à [l'article 28.1 du CCAG Travaux](#), la période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux.

La durée de la période de préparation figurant à l'Acte d'Engagement est de deux (2) mois et peut être prolongée par décision du maître d'ouvrage, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître de l'ouvrage :

- Délivrance des autorisations d'accès.
- Mise à disposition des sources d'énergie prévues au [4.2.2.2 du présent document](#).
- Mise à disposition du titulaire des emplacements nécessaires tels que définis au CCTP.
- Transmission trente (30) jours au moins avant le démarrage des travaux de la déclaration préalable visée à [l'article L.4532-1 du code du travail](#) aux organismes de prévention.

Par les soins du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avec le concours de tous les titulaires intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Inspection commune, [visée à l'article R.4532-13 du Code du travail](#), au cours de laquelle seront, en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux

que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé à prendre pour l'ensemble de l'opération.

- Établissement et remise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, [visé aux articles R.4532-56 à R.4532-74 du Code du travail](#), après réalisation de l'inspection commune, ainsi que les fiches techniques des produits utilisés. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans le délai fixé à l'[article R.4532-62 du code du travail](#). L'absence de remise au coordonnateur ou au maître d'œuvre du PPSPS fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre.
- Mise à disposition permanente d'un exemplaire du PPSPS sur le chantier, auquel sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'[article R.4532-71 du code du travail](#).

Par les soins du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé :

- Communication aux entreprises des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.
- Communication à chaque intervenant les noms et adresses des titulaires contractants.
- Vérification, à réception des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé PPSPS, de leur conformité avec les dispositions du PGC SPS.
- Communication des PPSPS de tous les titulaires.
- Consignation des événements dans le registre-journal.

Par les soins de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Établissement et remise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé,
- Fourniture au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des renseignements prévus par les [articles R. 4532-38 à R. 4532-41 du code du travail](#).

Par les soins du titulaire ou du mandataire :

- Remise aux sous-traitants d'un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et d'un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs
- Désignation d'un interlocuteur pour le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre.
- Remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'[article L. 8112-3 du code du travail](#), aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de

prévention du bâtiment et des travaux publics, auxquels sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à [l'article R. 4532-64 du code du travail](#). L'absence de remise fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre.

- Fourniture au coordonnateur SPS des renseignements prévus par les [articles R.4532-38 à R.4532-41 du code du travail](#).
- Présentation des dispositions prévues en matière de production et de calendrier de remise des éléments de DOE ; fourniture d'une nomenclature des équipements soumis à maintenance ou à entretien spécifique.
- Fourniture au maître d'ouvrage du schéma d'organisation et de gestion des déchets décrit à [l'article 11.2.3](#).

Par les soins du titulaire ou du mandataire, sous la coordination du maître d'œuvre :

- Le cas échéant, établissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour le personnel du titulaire ou du mandataire et de ses cotraitants et sous-traitants déclarés, dans un délai de trois (3) semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;
- [Par dérogation au 28.2.2 du CCAG Travaux](#) : établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et le projet des installations de chantier prescrits [par le 2 de l'article 28 du CCAG Travaux](#), dans un délai de trois (3) semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;
- Établissement et présentation au maître d'œuvre d'un planning général détaillé portant sur les études (remises de notes de calcul et de dossiers d'ouvrages),
- Établissement et présentation au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des paiements pour l'ensemble des travaux, dans un délai de trois (3) semaines à compter de la notification du marché ;
- Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à [l'article 29 du CCAG Travaux](#) et à [l'article 6.3.2 ci-après](#).
- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à [l'article 9 du CCAG Travaux](#).
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier adressée à l'inspection du travail compétente
- Exécution des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et l'alimentation en eau et électricité des divers équipements et installations prévus dans ces locaux et l'évacuation des eaux usées de ces mêmes équipements.
- Mise en place des installations de chantier et des clôtures.
- Mise en place des dispositifs de protection collective nécessaires à l'exécution des travaux.



6.3.2. Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à [l'article 29.1.4 du CCAG Travaux](#), tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en un (1) exemplaire, et un (1) exemplaire sous format informatique.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à vingt-et-un (21) jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit fournir, **dans un délai de cinq (5) jours**, l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter. Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre sur les documents corrigés ou complétés est fixé à vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de ces dits documents.

6.3.3. Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre les éléments de DOE au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et dans le respect du calendrier mis au point lors de la période de préparation.

Tous les éléments de DOE sont soumis au contrôle du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, qui disposent d'un délai total de deux (2) mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, par l'intermédiaire du maître d'œuvre, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours pour émettre un nouvel indice des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage disposent d'un (1) mois à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.

6.3.4. Organisation, sécurité et protection de la santé

6.3.4.1. Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché ([pièces citées à l'article 2 du présent CCAP](#)) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

6.3.4.2. Installations de chantier

Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Il appartient au titulaire du marché de réaliser les ouvrages provisoires de chantier nécessaires à la desserte et aux installations communes.

Il est rappelé que le titulaire reste le propriétaire des installations, moyens et équipements mis à disposition et qu'il devra en assurer l'entretien et la gestion pendant toute la durée du chantier. Il doit également en assurer la dépose ou la démolition ainsi que l'évacuation en fin de travaux.

Les baraquements, leur ameublement et leurs installations ne pourront être récupérés par le titulaire qu'après complet achèvement des travaux

6.3.4.3. Gestion des déchets de chantier

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, [de l'article L.541-2 du code de l'environnement](#) et en complément des [articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux](#), le titulaire est contractuellement responsable, au même titre que le maître d'ouvrage, de la gestion des déchets créés par les travaux, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, le titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par les travaux. Les bordereaux de suivi sont systématiquement adressés au maître d'ouvrage et une copie est adressée au maître d'œuvre.

Les déchets dangereux sont suivis par les bordereaux réglementaires (Imprimés CERFA type). Les déchets industriels banals et les déchets inertes sont suivis par les justificatifs attestant la prise en charge du déchet, indiquant l'éliminateur final, la nature du déchet traité et la quantité traitée (bordereau de suivi joint en annexe au présent CCAP, attestation de ferrailage, etc....) auxquels sont joints les certificats de transports et tickets de pesée originaux ou en copie dans les mêmes conditions qu'indiquées au paragraphe précédent.

Le titulaire est responsable de l'établissement et de la mise en œuvre du Schéma d'Organisation et de gestion des Déchets (SOGED) détaillé à [l'article 11.2.3 du présent CCAP](#).

Dans le cadre de la dématérialisation, le Ministère des armées se réserve le droit d'utiliser une plateforme dématérialisée type Trackdéchets ou Registre National des Déchets Terres et Sédiments pour la gestion des déchets. Le titulaire devra s'y conformer en cours d'exécution.

A l'issue des travaux, le titulaire établit un document "bilan déchets" reprenant l'intégralité des bordereaux de suivi. En cas de travaux s'exécutant sur plus de 12 mois, le titulaire remet un document bilan déchets actualisé de l'année écoulée. Au terme de l'exécution des travaux le titulaire joint le document bilan déchets final et actualisé. Le bilan déchets final est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément [au 8.2.6 du présent CCAP](#).



6.3.4.4. Sécurité et protection de la santé sur le chantier

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination. Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur SPS en phase réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Inspection du travail dans les armées - Antenne de Brest

CC 33 - 29240 Brest Cedex 9

6.3.4.5. Règles de circulation, voiries et signalisation

En plus de ce qui est prévu par [l'article 34 du CCAG Travaux](#), le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'ouvrage. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de [l'article 34.1 du CCAG Travaux](#).

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire du marché sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du CCTP.

6.3.4.6. Consignes particulières, horaires de travail

Les horaires de travail de l'établissement sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 08h00 à 17h00

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail, **respectant un préavis minimum de cinq (5) jours ouvrés**. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.



Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Brest au numéro suivant : **06 30 99 04 55**

6.3.4.7. Autorisations administratives

Par dérogation à l'[article 31.3 du CCAG Travaux](#), les autorisations administratives, autres que les autorisations d'urbanisme, à délivrer par une entité autre que le Ministère des Armées, sont à la charge du titulaire.

6.3.5. **Réunions et visites de chantier**

6.3.5.1. Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre.

6.3.5.2. Réunions de chantier

La convocation aux réunions de chantier se fera via le compte rendu de réunion, lequel vaudra convocation du titulaire par le maître d'œuvre. La convocation aux réunions de chantier pourra éventuellement se faire par Ordre de Service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

La fréquence des réunions de chantier sera au moins **hebdomadaire** durant l'exécution des travaux. Leur fréquence exacte sera définie au moment des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

Les réunions auront lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier, à charge au titulaire d'installer un bureau ou une salle de réunion sur le chantier. Elles sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'œuvre un compte rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Les réunions d'étude, de coordination et de synthèse auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre selon des modalités déterminées par celui-ci.

L'[article 8.2.4 du présent CCAP](#) fixe les modalités d'applications des pénalités en cas d'absence en réunion.

6.3.5.3. Mesures de limitation des nuisances de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- Bruits ;
- Odeurs, fumées, gaz ;
- Poussières, saletés ;



- Présence de détritits divers et gravats ;
- Dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- Volume radio, musique.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à [l'article 34 du CCAG travaux](#), les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. À ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'ils ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

ARTICLE 7. RECEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES

7.1. Réception

La réception sans réserve ne pourra être prononcée, [par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux](#) :

- Qu'après remise des documents, notamment le DOE, à fournir après exécution conformément [au paragraphe Erreur ! Source du renvoi introuvable.](#)
- Que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et des qualifications définies au CCTP.

Conformément à l'article 4.5.4 du présent CCAP, le solde du marché ne pourra être versé qu'après la réception *Sans Réserve*.

7.2. Prise de possession avant l'achèvement des travaux

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre possession, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Cette prise de possession sera précédée d'une réception partielle précédée d'un état des lieux contradictoire à laquelle le titulaire sera dument convoqué par Ordre de Service.

7.3. Mise à disposition temporaire

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander que soient temporairement mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Les mises à dispositions sont précédées et suivies d'un état des lieux conformément à [l'article 43 du CCAG Travaux](#). La mise à disposition temporaire ne peut pas être interprétée comme une décision de réception.

7.4. Repliement des installations de chantier et remise en état

Les stipulations des [articles 37 et 41.2 du CCAG Travaux](#) sont seules applicables.

7.5. Garantie de Parfait Achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois, sauf prolongation, comme stipulé à [l'article 44.1 du CCAG Travaux](#).

Le délai d'intervention relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser trente (30) jours calendaires après signalement du désordre.

En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les deux (2) jours calendaires suivant le signalement. En cas d'urgence impérieuse ou/et opérationnelle, l'entreprise peut être appelée à intervenir **immédiatement**

Le titulaire pourra être amené à intervenir en site occupé et ne pourra s'en prévaloir pour ne pas exécuter ses prestations mais devra, en accord avec le maître d'ouvrage, trouver les solutions pour minimiser son impact sur la vie du site.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'ouvrage invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'[article 44 du CCAG Travaux](#).

Le maître d'ouvrage peut procéder à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Le maître de l'ouvrage pourra, quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état des installations par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

Par dérogation à l'[article 44.2 du CCAG Travaux](#), la période de garantie de parfait achèvement sera automatiquement prolongée si les désordres constatés durant la période de garantie de parfait achèvement ne sont pas levés pendant son délai initial et sans qu'il soit besoin de prendre une décision explicite. La durée de la garantie de parfait achèvement sera prolongée jusqu'à résolution complète des désordres signalés durant le délai de parfait achèvement.

7.6. Garantie de Bon Fonctionnement

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant une période de deux ans à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux travaux réalisés.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prend à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de quinze (15) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état des installations par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

7.7. Garanties particulières

Outre les garanties légales et celles mentionnées à l'[article 44 du CCAG Travaux](#), les garanties suivantes sont applicables pour les prestations objet du présent marché :

➔ Garantie particulière pour matériau de type nouveau : Si le titulaire utilise des matériaux de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un DTU, soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, le titulaire garantit la bonne tenue du matériau pendant un délai de cinq (5) ans à partir de la date de réception des travaux. Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage.

➔ Garanties particulières du système de peinture : se référer à l'[article 6.3.4 du CCTP](#)

7.8. Mesures conservatoires

Dans le cadre des garanties mentionnées ci-avant, la mise en œuvre de mesures conservatoires peut être nécessaire pour empêcher l'aggravation des désordres et/ou assurer la sécurité des personnes.

7.9. Assurances

Par dérogation à l'[article 8.1.3 du CCAG Travaux](#), durant la période de préparation du marché s'il en existe une et avant tout commencement d'exécution, chaque cotraitant doit justifier qu'il a contracté, par la fourniture d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie :

- Une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-1 à 1792-4 du Code civil et couvrant les dommages aux existants imputables aux travaux neufs ou nouveaux réalisés dans le cadre du présent marché et soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. à l'article 241-1 du code des assurances).

Le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile décennale contractée auprès d'une compagnie d'assurance de **solvabilité notoire**, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés aux tiers.

Les polices d'assurances **devront prévoir les montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus** et inclure les conséquences de toute solidarité et notamment couvrir les responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 du code civil.



Le titulaire est supposé avoir fourni préalablement à la conclusion du marché une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Ce dernier engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Il doit, s'il y a lieu, **souscrire une police d'assurance complémentaire** si celle existant **n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage** pour assurer la couverture des risques liés à l'opération.

Les attestations d'assurance étant annuelles, elles seront à fournir à chaque échéance du contrat d'assurance, sans que le RPA ait à les réclamer au titulaire du marché.

Il doit fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de justifier qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier (ou marché) sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation, en fournissant les attestations nécessaires.

Toute modification des contrats d'assurances (assureurs, activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître d'ouvrage. Le titulaire doit faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues. Le titulaire s'engage de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, **après mise en demeure** restée sans effet, la résiliation du marché, par le maître d'ouvrage, pour faute du titulaire.

7.10. Responsabilité et assurances

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (assureurs, activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître d'ouvrage. Le titulaire doit faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues. Le titulaire s'engage de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.



Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

7.11. Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil](#).



ARTICLE 8. PENALITES ET RETENUES

8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les pénalités pour retard dans l'exécution des travaux sont appliquées dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG Travaux.

8.2. Autres pénalités et retenues

8.2.1. Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le maître d'ouvrage est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du maître d'ouvrage.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10% du montant HT du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG travaux une pénalité pour absence de présentation de la carte d'identité professionnelle sécurisée du personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous la direction du titulaire ou chacun des membres du groupement le cas échéant et de façon analogue dans le cadre d'un contrat du sous-traitance.

Une pénalité de **50,00 €** sera appliquée par défaut de présentation.

8.2.2. Non-respect de l'obligation d'insertion par l'activité économique

Sans objet

8.2.3. Non-respect de la clause sociale du militaire blessé

En cas de non-respect par le titulaire de l'application de la clause, il sera appliqué une pénalité de **1000,00 €**.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution du stage, le titulaire subira une pénalité égale à **50,00 €** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, dans le cadre de l'application de la clause sociale les pénalités suivantes :

- **100,00 €** si le référent entreprise désigné par le titulaire dans la « fiche de stage » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- **50,00 €** par jour ouvré de retard en cas de non-transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par le maître d'ouvrage ou Défense mobilité dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire.

8.2.4. Manque d'assiduité aux réunions de chantier

En cas d'absence à une réunion de chantier ou de retard supérieur à 30 minutes, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **200,00 €**.

8.2.5. Inobservation des mesures de sécurité

À chaque fois qu'il sera constaté que le plan de prévention ou le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé n'est pas respecté par le titulaire ou par un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de **500,00 €** par infraction sera appliquée au titulaire du marché.

8.2.6. Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En cas de violation des obligations relatives au tri des déchets du chantier, le titulaire en infraction encourt une pénalité de **500,00 € par infraction constatée**. De plus, une pénalité journalière et forfaitaire de **20,00 €** sera appliquée, après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre, jusqu'à régularisation de la situation par le titulaire.

De plus, en cas de défaut de remise des bordereaux de suivi des déchets, une pénalité journalière et forfaitaire de **20,00 €** sera appliquée après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre.

8.2.7. Qualité du bois mis en œuvre sur le chantier

A chaque fois que le titulaire n'apportera pas la preuve qu'il utilise du bois certifié dans les conditions de l'[article 11.2.1 du CCAP](#) et dans le délai prévu, une pénalité de **500,00 €** sera appliquée de plein droit.

8.2.8. Retard dans la remise des documents ou pour remise de documents non conformes

Une pénalité journalière de **500,00 €** est appliquée, pour chaque document manquant ou non conforme aux exigences du cahier des charges, jusqu'à la fourniture du document conforme et complet.

8.2.9. Non-respect du délai de transmission des demandes d'accès

En cas de non-respect du délai maximum imposé pour transmettre les demandes d'accès, il sera appliqué une pénalité journalière de **20,00 €** par jour calendaire de retard.

8.2.10. Non-respect des exigences de sécurité pour la présentation d'un sous-traitant

8.2.10.1. Établissement des déclarations

Il est appliqué une pénalité de **500,00 €** par déclaration de sous-traitance pour non-respect des exigences de sécurité.

Elle s'applique dès lors qu'une seule des règles ci-dessous n'est pas respectée :

- Utilisation des formulaires DC4 (rang 1 ou rang 2) joints au CCAP ;
- Renseignement de la Partie I du formulaire DC4 ;
- Production des documents demandés dans la partie I du formulaire DC4.

Une seule pénalité est applicable par déclaration de sous-traitance.

8.2.10.2. Non déclaration d'un sous-traitant

En cas de constatation de non déclaration d'un sous-traitant (demande d'accès au site d'un personnel d'un sous-traitant, ou prestations réalisées en dehors du site mais relevant d'une sous-traitance) une pénalité de **10 000,00 €** est appliquée par constatation.

Ces pénalités se cumulent. Elles sont appliquées en fin de trimestre.

L'application des présentes pénalités ne libèrent pas le titulaire de ses obligations réglementaires.

8.2.11. Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie, il sera appliqué une pénalité de **200,00 €** par constatation.

8.2.12. Pénalités liées aux levées de réserves

En cas de non-respect des délais dans les levées des réserves, le titulaire encourt une pénalité de **500,00 €** par jour calendaire de retard.

8.3. Cumul et plafonnement

Par dérogation à l'[article 19.1 du CCAG](#) toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables et non plafonnées.

Le maître d'ouvrage invitera le titulaire, conformément à l'[article 19.2.4 du CCAG travaux](#), à présenter ses observations relatives aux pénalités qui pourraient lui être appliquées, par tous moyens écrits permettant d'attester la réception par le titulaire de sa demande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour y répondre.



ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE

9.1. Protection des documents « diffusion restreinte »

L'exécution du marché ne nécessitera pas l'application de mesures autres que celles de l'article 5 du CCAG Travaux.

9.1.1. Protection du secret

Le présent marché est un marché dit non-protégé.

9.2. Protection de l'activité en zones militaires

Le titulaire s'engage à respecter les consignes de l'établissement rappelées en [annexe n°3](#).

Les prestations dues au titre du présent marché donneront accès aux personnels concernés du titulaire à un Point d'Importance Vitale (PIV) dans les conditions de l'article 10.2.1 infra. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance que ce site relève de dispositions de contrôle et de protection spécifiques du Code de la défense au regard de sa sensibilité (Réf. [articles R.132-4 & R.1332-1, II, 2° du Code de la défense](#)).

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du [Code de la Défense](#) et notamment de l'article L1332-2-1 et les articles R1332-22-1 et suivants.

9.2.1. Mesures de sécurité relatives à l'accès au site

Informations des personnels concernés

Le titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d'accéder au site qu'ils sont susceptibles, conformément aux dispositions applicables du [Code de la Défense \(Article R.1332-22-1 du Code de la défense\)](#), de faire l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait ne les concernant ne sont pas incompatibles avec l'accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'article 26 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978. Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l'objet d'une enquête administrative et sur certains sites un contrôle primaire de moins de 1 an.

Les demandes d'accès **des personnes des entreprises**, ne faisant pas partie de la Défense nationale, doivent faire l'objet d'une demande établie par le titulaire auprès du responsable du site concerné.



9.2.2. Mise en œuvre

Le titulaire s'engage :

- À ne demander l'accès au site aux seuls personnels ayant reçu un avis favorable à un contrôle primaire.
À cet effet, dès la notification du marché, le titulaire établira la "demande d'accès groupée" dont le fichier électronique sera à demander au maître d'ouvrage.
Ces demandes seront transmises dans un délai maximum d'un (1) mois après notification, au maître d'ouvrage défini [au 1.2.2 du présent document](#).
Pour toute modification de personnel une nouvelle demande doit être formulée en respectant les règles ci-dessus.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du maître d'ouvrage ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire. Le titulaire ne peut émettre aucune réclamation liée au refus d'accès au site d'un personnel.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle.

Si dans le délai d'un (1) mois après la notification du marché, le titulaire est dans l'impossibilité de justifier l'envoi d'un tableau bio data renseigné des personnels devant accéder au site, il sera appliqué une pénalité conformément à [l'article 8.2.9 du présent CCAP](#) sans préjudice des sanctions pénales.

Pour chaque personnel concerné pour lequel le titulaire a transmis les informations prévues, au minimum cinq (5) jours avant le premier accès au site du personnel concerné, le titulaire transmet les noms et prénoms de chacun desdits personnels.

Pour chaque personnel concerné pour lequel le titulaire n'a pas transmis dans son offre les informations prévues, au minimum trente (30) jours avant le premier accès au site du personnel concerné, le titulaire transmet au maître d'ouvrage les éléments demandés à l'article ci-dessus.

Accès du personnel étranger

La procédure d'accès requiert une enquête préalable de sécurité qui nécessite un délai de traitement plus important.

Même après enquête, l'accès dans l'enceinte militaire du personnel étranger est subordonné à la réception par le mandant d'une demande :

- Au moins cinq (5) jours ouvrés à l'avance pour une demande concernant moins de cinq (5) personnes (ressortissants UE)



- Au moins dix (10) jours ouvrés à l'avance pour une demande concernant moins de cinq (5) personnes (ressortissants hors UE) ;

- Au moins quinze (15) jours ouvrés à l'avance pour une demande concernant plus de cinq (5) personnes (ressortissants UE et hors UE)

De plus, en application de l'instruction CECLANT n° 0.12187-2021, relative aux autorisations d'accès de ressortissants étrangers sur les sites sensibles de l'arrondissement maritime Atlantique, tout ressortissant étranger peut être soumis à un accompagnement ponctuel ou permanent par une personne accréditée.

Le titulaire est informé que la mise en place d'accompagnateurs accrédités pourra être à sa charge et devra se rapprocher du représentant de la maîtrise d'œuvre pour les modalités de mise en œuvre.

Si le titulaire envisage de sous-traiter certaines prestations, celui-ci s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Le titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants les consignes auxquelles il est soumis. Il reste responsable du respect de celles-ci.

9.2.2.1. Contrôle

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

9.2.2.2. Délais pour les demandes d'accès

Seules les personnes ayant reçu un avis favorable à une enquête administrative pourront accéder au site.

Cet accès est subordonné à la réception par le responsable du site concerné d'une demande d'accès au moins cinq (5) jours ouvrés avant la date d'intervention

9.3. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

| | |
|---|--|
|  | 8077 – Base Navale de Brest – Carénage du bateau porte n°3 : Travaux |
|---|--|

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de [l'article 50 du CCAG Travaux](#).



ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

En plus de ce qui est prévu à l'[article 6 du CCAG Travaux](#), le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'[arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ce texte, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprises sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :
 - o Au chef de l'organisme utilisateur, pour les travaux effectués sous plan de prévention,
 - o Au coordonnateur SPS,
 - o Au maître de l'ouvrage,

Une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.

Par ailleurs, le titulaire informe également **trimestriellement** :

- L'organisme utilisateur,
- Le coordonnateur SPS,
- Le maître de l'ouvrage,
- Et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente,

du nombre d'heures de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus, **en rapport avec l'exécution du présent marché**.

Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au maître de l'ouvrage une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.



ARTICLE 11. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

11.1. Insertion par l'activité économique

11.1.1. Clause sociale du militaire blessé

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG ces dispositions sont mises en œuvre dans les conditions ci-après.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage (**annexe n°6** au CCAP) fournie par le titulaire lors de la période de préparation. Une mise au point peut être réalisée avant la fin de la période de préparation entre toutes les parties prenantes.

Le volume exigé date à date est d'un mois de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

11.1.2. Mise en œuvre

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire répond à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif. Toute transmission est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés conformément à la demande formulée par la personne publique.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer Défense mobilité et le maître d'ouvrage afin d'étudier, ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

A l'issue du stage, Défense mobilité et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution, conformément au modèle de fiche d'évaluation établi en annexe.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par Défense mobilité, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

11.2. Clauses environnementales

11.2.1. Utilisation de bois certifié

Le titulaire garantit que le bois qu'il utilise dans le cadre du présent marché est issu d'exploitations forestières engagées dans un processus de gestion durable selon tout ou partie des exigences suivantes. Ces exigences ne concernent que la dimension environnementale de la gestion durable des forêts qui garantit :

- La diversité biologique des forêts,
- Leur capacité de régénération,
- Leur vitalité,
- Leur capacité à satisfaire actuellement, et pour l'avenir, la fonction écologique pertinente au niveau local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes.

Le titulaire s'engage, pour chaque produit contenant du bois, à apporter la preuve au maître d'œuvre, ou son représentant, lors de la remise des documents pour visa du maître d'œuvre, que les produits utilisés répondent aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant.

Ces justificatifs peuvent prendre l'une et/ou l'autre des formes suivantes :

- Une attestation émise par le producteur sous contrôle d'un organisme tiers indépendant garantissant la gestion juridiquement régulière de l'exploitation du bois ou, le cas échéant, une licence délivrée par le pays d'origine attestant cette régularité. Cette licence doit faire l'objet d'un contrôle effectué selon les modalités prévues dans la cadre d'accords internationaux ;
- Un certificat attestant que le bois utilisé dispose d'une marque nationale ou internationale garantissant une gestion durable des forêts dont il est issu. L'octroi de cette marque doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués auprès du titulaire, par un organisme indépendant. Il sera possible au candidat de produire le label PEFC ou le label FSC s'il en est détenteur ;
- Un document attestant que le bois est issu d'une forêt bénéficiant d'un plan d'aménagement ou d'un plan de gestion validé par les autorités compétentes. L'application de ces plans doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par un organisme tiers indépendant disposant d'une expérience forestière ;
- Un document attestant l'adhésion de l'exploitant à un code de bonnes pratiques, adhésion par laquelle il s'engage à acquérir du bois provenant de forêts dont l'exploitation et la gestion sont juridiquement régulières et durables. Cet engagement doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par une tierce partie indépendante ;
- Ou tout autre moyen de preuve approprié attestant que les produits proposés par le titulaire proviennent de sources présentant les garanties attendues en termes de régularité juridique et de gestion durable des forêts.



Quel que soit le ou les justificatifs produits, les informations minimales suivantes doivent être indiquées :

- Pays d'abattage du bois,
- Nom usuel de l'essence,
- Nom, raison sociale et adresse du fournisseur du bois brut.

Le titulaire s'engage, **chaque fois que le maître d'œuvre, ou son représentant, le demande par Ordre de Service**, d'apporter la preuve dans un délai de **quinze (15) jours** que le bois mis en œuvre sur le chantier ou que les produits contenant du bois tels que définis au CCTP répondent bien aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un bon de livraison indiquant clairement l'origine durable du bois.

Le non-respect de cette obligation entraîne l'application des pénalités prévues à l'[article 8.2.7 du présent CCAP](#).

En cas de mise en œuvre de bois ou de produits en bois ne répondant pas aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus, le titulaire devra se mettre en conformité, notamment par le remplacement des ouvrages concernés.

11.2.2. Certificats d'Economies d'Energie (CEE)

Sans objet.

11.2.3. Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Conformément à l'[article 36.2.1 du CCAG travaux](#), pour tous les travaux susceptibles de produire des déchets, le titulaire établira un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Ce document décrit l'organisation technique de la gestion des déchets, dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (sensibilisation du personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination).

En l'absence de production du document, et après une mise en demeure, avec délai de réponse sous 15 jours, infructueuse, une pénalité de **50,00 €** par jour de retard pourra être appliquée

11.2.4. Bilan des déchets

A la fin de l'exécution des prestations objet du présent CCAP, le titulaire devra remplir et transmettre le bilan des déchets, actualisé à chaque nouvelle transmission ([annexe n°5](#) au présent CCAP et modalités à l'[article 6.3.4.3 du présent CCAP](#)).

Le bilan déchets est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE) (voir [article 5.2](#) (délai) [et 6.3.4.3](#) (modalités) [du présent CCAP](#))

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément à l'[article 8.2.6 du présent CCAP](#).

11.2.5. Présentation des livrables

Tous les documents mis à disposition du RPA seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

ARTICLE 12. COORDINATION DES ACTIVITES SUR SITE

La coordination des activités sera assurée par le maître d'œuvre.

ARTICLE 13. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les résultats issus du présent marché étant catégorisés comme non confidentiels, la cession des droits de propriété intellectuelle au maître d'ouvrage est une cession à titre non exclusif, conformément à l'[article 48.2.1 du CCAG Travaux](#).

ARTICLE 14. DIFFERENDS ET LITIGES

14.1. Décompte général refusé ou avec réserves

En dérogation de l'[article 12.4.3 du CCAG travaux](#) relatif au décompte général :

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de trente (30) jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'[article 55 du CCAG travaux](#).

14.2. Mémoire en réclamation

1. Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du maître d'ouvrage du marché ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente (30) jours, le faire connaître par écrit au maître d'ouvrage en lui faisant parvenir, le cas échéant, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient directement entre le maître d'ouvrage et le titulaire, celui-ci doit adresser un mémoire en réclamation à ladite personne aux fins de transmission au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'[article 55.1.2 du CCAG travaux](#), après avis du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.



2. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au maître de l'ouvrage. Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

Par dérogation à l'[article 55.1.4 du CCAG travaux](#), lorsque le maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au directeur central du service d'infrastructure de la défense (avec copie adressée au représentant du pouvoir adjudicateur) un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation, à l'adresse suivante :

Direction centrale du service d'infrastructure de la défense
Département stratégique et pilotage de l'achat d'infrastructure
Section assistance juridique des marchés d'infrastructure
3 rue de l'indépendance américaine
CS 80601
78013 VERSAILLES CEDEX

La décision relative au règlement de ce différend appartient au DC, qui dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du DC, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées [aux articles 55.3 et 55.4 du CCAG travaux](#).

Par dérogation aux [articles 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2 du CCAG travaux](#), les parties ne pourront pas avoir recours à la conciliation ou à l'arbitrage.

14.3. Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'[article 55 du CCAG Travaux](#), la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35) :
3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex
Tél : 02 23 21 28 28

14.4. Mission ministérielle PME/PMI

Le Ministère des Armées dispose d'une structure de médiation constituée par la mission PME. Le titulaire pourra éventuellement bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr



ARTICLE 15. DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « E-ATTESTATION »

15.1. Présentation du dispositif « e-Attestations »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

« e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

15.2. Document à produire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou à son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux [articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail](#), soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois;
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'[article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail](#). Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux [articles L. 5221-2 du code du travail](#). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.



8077 – Base Navale de Brest – Carénage du bateau porte n°3 : Travaux

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP.



ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles L. 2395-1 à L. 2395-2 du code de la commande publique s'appliquent.

Les cas de résiliation sont également décrits aux articles 49 et 50 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou son représentant, tous les six (6) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de six (6) mois (articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

Il doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché, le maître d'ouvrage ou son représentant peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de sept (7) jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG travaux, pourra être signé de manière électronique.



ARTICLE 17. DEROGATIONS AUX CCAG TRAVAUX

| L'ARTICLE DU CCAP | DEROGE A L'ARTICLE DU CCAG |
|--------------------------|---|
| 2 | 4.1 |
| 2.3 | 4.1 |
| 3.1.2 | 3.8 et 3.8.2 |
| 4.1.1 | 10.1 |
| 4.3.1 | 9.4.2 |
| 4.5.2 | 12.2 |
| 4.5.3 | 12.1.8 et 12.2.2 |
| 4.5.4 | 12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4 |
| 4.6.2 | 14.4.2 et 14.4.3 |
| 6.3.1 | 28.1 et 28.2.2 |
| 6.3.2 | 29.1.5 |
| 6.3.4.7 | 31.3 |
| 6.3.5.3 | 34 |
| 7.1 | 41.3 |
| 7.5 | 44.2 |
| 7.9 | 8.1.3 |
| 8.1 | 19.2 |
| 8.3 | 19.1 |
| 11.1.1 | 20.1 |
| 14.1 | 12.4.3 |
| 14.2 | 55.1.2, 55.1.4, 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2 |